FLASH INFO SEPTEMBRE 2026

SOMMAIRE

Pages 2 à 3

Délai supplémentaire pour les propriétaires de parcs de stationnement

Page 4

Mise à jour du règlement sur les polluants organiques persistants (POP)

Pages 5 à 7

Prévention des risques professionnels et accidents travail

Page 8

Déclaration, autorisation et suivi des mouvements transfrontaliers de matières radioactives

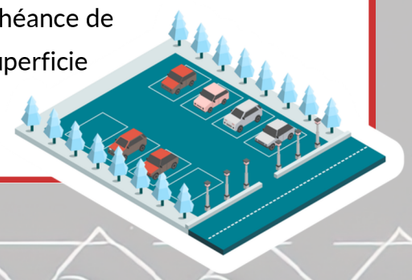


ENERGIE
-
Energies renouvelables

Délai supplémentaire pour les propriétaires de parcs de stationnement

Le décret n° 2026-842 du 7 septembre 2026 relatif aux caractéristiques des panneaux solaires photovoltaïques permettant un report de l'échéance de l'obligation faite aux parcs de stationnement extérieurs d'une superficie supérieure à 1 500 mètres carrés est entré en vigueur le **9 septembre 2026**.

Il abroge le décret n° 2024-1104 du 3 décembre 2024 relatif aux caractéristiques des panneaux solaires photovoltaïques permettant un report de l'échéance de l'obligation faite aux parcs de stationnement extérieurs d'une superficie = ou > à 10 000 m2.



Ce nouveau décret fait référence au **délai supplémentaire** prévu au 4ème alinéa du III de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 :

« Sans préjudice de l'article L. 111-19-1 du code de l'urbanisme et de l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation, le I du présent article s'applique aux parcs de stationnement extérieurs existant au 1er juillet 2023 et à ceux dont la demande d'autorisation d'urbanisme a été déposée à compter de la promulgation de la présente loi (...) »

Ainsi, il précise que bénéficie du **délai supplémentaire (= mécanisme de report)** :

Les **propriétaires de parcs de stationnement extérieurs** dont la **superficie est = ou > à 10 000 m2** mentionnés au cinquième alinéa du même article et les **propriétaires de parcs de stationnement extérieurs** dont la **superficie est < à 10 000 m2 et > à 1 500 m2** mentionnés au sixième alinéa du même article qui **installent des panneaux photovoltaïques** :

Répondant à des **conditions de performances techniques et environnementales** :

- **Valeur de l'efficacité énergétique ou rendement strictement > à 22 %.**
  (= rapport entre l'énergie reçue par la surface exposée du panneau tel que mis en œuvre et l'énergie produite).
- Après la 1ère année, **baisse annuelle de l'efficacité énergétique** < à 0,4 %.
- **Valeur de l'évaluation carbone simplifiée** du panneau < à 740 $kgCO_2eq/kWc$.
- **Garantie produit > ou = à 12 ans** (couverture des défauts de fabrications).
- **Garantie performance > ou = à 30 ans** (le panneau doit produire au moins 80 % de sa capacité nominale).
- **Assemblage du module** par une entreprise qui ne réalise pas la majorité de sa production de modules dans un pays tiers représentant plus de 50 % de l'approvisionnement de l'Union en panneaux photovoltaïques (appréciée au niveau du groupe de sociétés).

Si le **propriétaire de parcs de stationnement extérieurs** dont la **superficie est = ou > à 10 000 m2** recourt, pour l'installation de panneaux photovoltaïques, **à un tiers**, il devra justifier d'un **contrat d'engagement** avec acompte **au plus tard le 30 juin 2026** et d'un **bon de commande** conclu **avant le 31 décembre 2026** portant sur des panneaux photovoltaïques destinés à équiper le parc concerné et respectant les conditions énoncées avant.

Si le **propriétaire de parcs de stationnement extérieurs** dont la **superficie est < à 10 000 m2 et > à 1 500 m2** recourt, pour l'installation de panneaux photovoltaïques, **à un tiers**, il devra justifier d'un **contrat d'engagement** avec acompte **au plus tard le 30 juin 2027** et d'un **bon de commande** conclu **avant le 31 décembre 2027** portant sur des panneaux photovoltaïques destinés à équiper le parc concerné et respectant les conditions énoncées avant.

Les **conditions de performances techniques et environnementales** énoncées avant doivent être précisées par le **contrat d'engagement** ou par le **bon de commande**.

L'évaluation du respect de ces conditions est réalisée par un **organisme certificateur** ayant une accréditation selon la norme NF EN ISO/IEC 17065 : 2012 et la norme NF EN ISO/IEC 17025 : 2017 portant sur le produit module photovoltaïque (séries de normes NF EN IEC 61215 et NF EN IEC 61730 ou toutes autres méthodes équivalentes).

POUR RAPPEL

Parcs de stationnement concernés	Echéance	Echéance reportée
Parcs de stationnement extérieurs dont la superficie est = ou > à 10 000 m2	1er juillet 2026	1er janvier 2028 (avec contrat d'engagement avec acompte au plus tard le 30 juin 2026 et d'un bon de commande conclu avant le 31 décembre 2026)
Parcs de stationnement extérieurs de < à 10 000 m2 et > à 1 500 m2	1er juillet 2028	1er janvier 2030 (avec contrat d'engagement avec acompte au plus tard le 30 juin 2027 et d'un bon de commande conclu avant le 31 décembre 2027)

ENVIRONNEMENT
-
Prévention
Pollution
-
Produits chimiques

Mise à jour du règlement sur les polluants organiques persistants (POP)

Le règlement délégué 2026/1423 du 30 juin 2026 a été publié au Journal Officiel le 10 septembre 2026. Il modifie la partie A, de l'annexe I, du règlement 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil (dit « règlement POP ») en ce qui concerne le **chlorpyrifos**.

Le **chlorpyriphos** est une substance active d'un **pesticide organophosphoré** du groupe des **produits phytosanitaires** ou **phytopharmaceutiques** insecticide et acaricide à large spectre, de la sous-famille chimique des organophosphorés (OP) chlorés. Dans l'Union, il n'est **pas approuvé** en tant que substance active dans des produits phytopharmaceutiques et dans des produits biocides.

Numéro CAS	291-88-2
Nom scientifique (FR)	Chlorpyriphos
Nom scientifique (EN)	O,O-diethyl O-(3,5,6-trichloropyridin-2-yl) thiophosphate
Numéro CE	220-864-4



H301



H400
H410

Le ***règlement POP*** met en œuvre les engagements pris par l'Union Européenne dans le cadre de la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.

Ainsi, cette modification vise à inscrire cette substance chimique sur la **liste des substances étant interdites** afin que des mesures juridiques et administratives soient prises par les Etats membres pour mettre **fin à leur production, utilisation, importation et exportation**.

Cependant, des dérogations sont autorisées.

Ainsi, la modification effectuée prévoit l'inscription du **chlorpyrifos** avec des **dérogations spécifiques** afin de prévoir une **valeur limite** lorsque celle-ci se retrouve de **manière non intentionnelle à l'état de trace en tant que contaminant** dans des substances, mélanges et articles.

Dérogation spécifique pour utilisation en tant qu'intermédiaire ou autre spécification lorsqu'il s'agit de concentrations de **chlorpyrifos** **= ou < à 0,01 mg/kg (0,000001 % en poids)** dans des substances, des mélanges ou des articles.

Qu'est-ce que les POP ?

Selon l'Union Européenne, il s'agit de **substances chimiques dangereuses** qui peuvent franchir les frontières internationales, se trouvent souvent loin de leurs sources d'émission, persistent dans l'environnement, se bioaccumulent et constituent par conséquent une menace pour la santé humaine et l'environnement.

SANTE SECURITE AU TRAVAIL
-
Politique de prévention

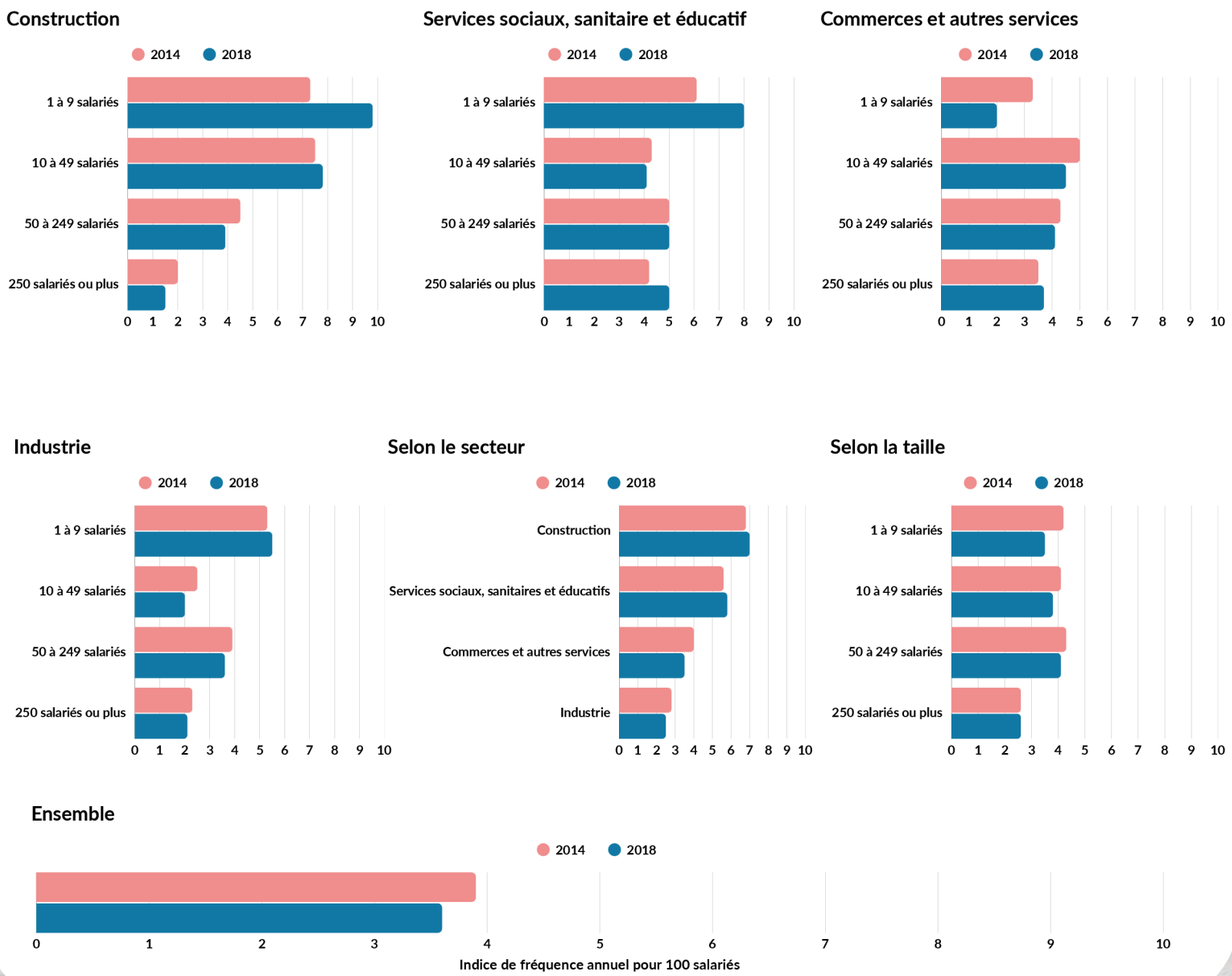
Prévention des risques professionnels et accidents travail

La Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques (DARES) a publié le 1er octobre 2026 « *Quels liens entre prévention des risques professionnels et accidents du travail dans le secteur privé ?* ».

Selon le rapport, au sein du secteur privé (hors agriculture), les accidents du travail sont plus fréquents :

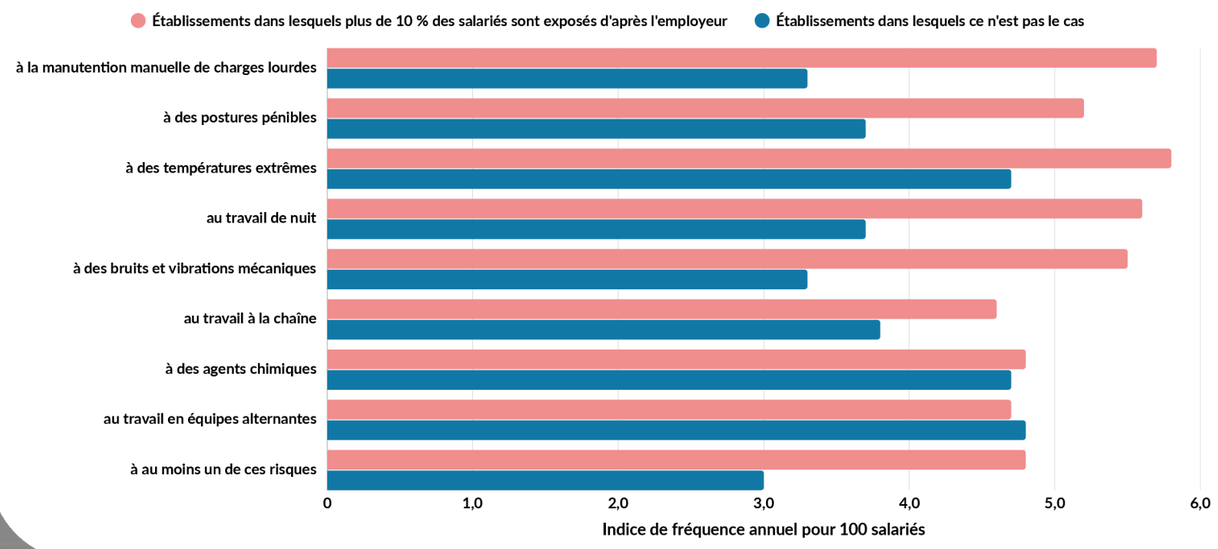
Dans la construction et dans les services sociaux, sanitaires et éducatifs.

Sinistralité en 2014 selon les facteurs de pénibilité auxquels sont exposés les salariés d'après l'employeur en 2016



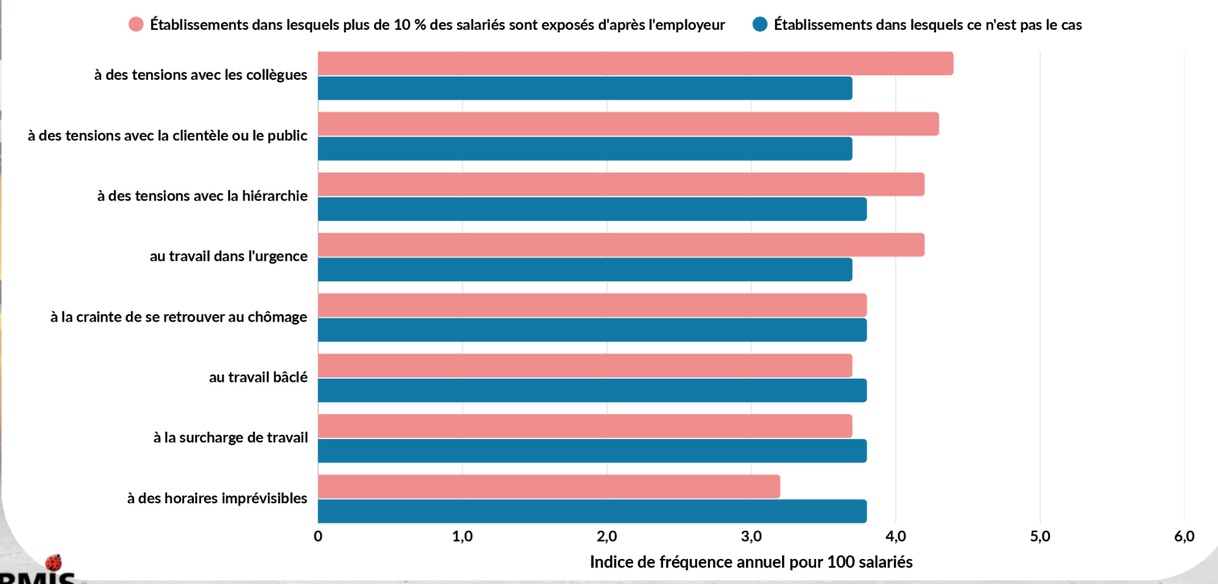
Lorsque les employeurs déclarent leurs salariés exposés à des risques physiques et organisationnels comme la manutention manuelle de charges lourdes, les postures pénibles, les températures extrêmes…

Sinistralité en 2014 selon les facteurs de pénibilité auxquels sont exposés les salariés d'après l'employeur en 2016



Lors d'expositions à des facteurs de risques psychosociaux comme les tensions entre collègues, avec la clientèle, le public, la hiérarchie…

Sinistralité en 2014 selon les facteurs de risques psychosociaux auxquels sont exposés les salariés d'après l'employeur en 2016

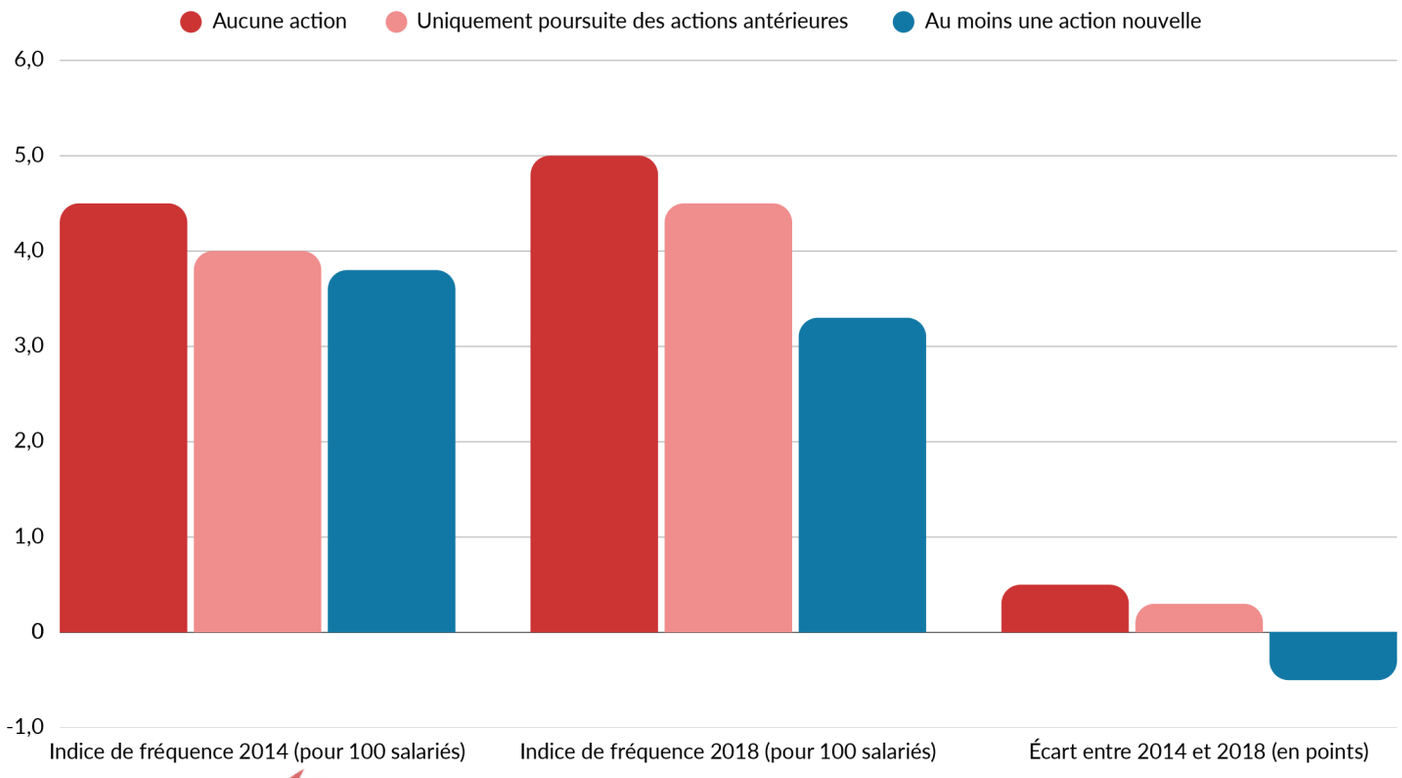


CONFORMIS
LA GESTION DE VOTRE CONFORMITÉ EN LIGNE

Une baisse des accidents du travail est notamment visible **grâce à la prévention des risques professionnels par les employeurs** :

- Mise à disposition de **nouveaux équipements de protection individuelle** (EPI), élaboration d'un nouveau **plan de prévention**, recours à une **expertise extérieure**…
- Prévention du **stress ou du mal-être au travail**
- Actualisation du **document unique d'évaluation des risques professionnels** (DUERP)
- Présence **d'instances représentatives du personnel**

Sinistralité en 2014 et 2018 selon la mise en œuvre de mesures de prévention des risques professionnels en général en 2016



À noter qu'un plus **fort impact de la prévention** sur les accidents du travail est indiqué dans les **petits établissements** (de 1 à 9 salariés).

ASC
-
Sûreté nucléaire
&
ENVIRONNEMENT
-
Déchets transfrontaliers

Déclaration, autorisation et suivi des mouvements transfrontaliers de matières radioactives



La décision 2026/2209 de la Commission du 29 septembre 2026 est venue modifier la décision 2008/312/Euratom établissant le **document uniforme** pour la surveillance et le contrôle des transferts de déchets radioactifs et de combustible nucléaire usé mentionné dans la directive 2006/117/Euratom du Conseil.

La décision 2008/312/Euratom fixe le **document unique** servant à la déclaration, l'autorisation et au suivi des mouvements transfrontaliers de matières radioactives au sein de l'Union Européenne.

→ Il comporte plusieurs volets répartis entre le **détenteur**, le **destinataire** et les **autorités de contrôle** (Etat membre).

Ce document permet, grâce à son harmonisation, de **surveiller et de contrôler les transferts de déchets radioactifs et de combustible nucléaire usé**. Il permet ainsi de réduire le risque de dissémination ou de transport non conforme de ces déchets.

Pour améliorer la traçabilité, la nouvelle décision 2026/2209 intègre le **numéro d'enregistrement de l'autorisation** **du ou des transferts initiaux au sein du formulaire utilisé pour les demandes d'autorisation de transferts de retours**.

✓ L'intégration du numéro d'enregistrement de l'autorisation permettrait ainsi **d'améliorer la sécurité juridique et opérationnelle** de ces mouvements et **faciliterait la vérification des transferts** en permettant aux **autorités compétentes d'associer chaque transfert à l'autorisation initialement délivrée**.

✓ Ce numéro est à remplir **par l'autorité compétente responsable de la délivrance de l'autorisation de transfert**

En France, ces obligations ont été transposées au sein de l'arrêté du 23 décembre 2008 définissant le document uniforme de suivi utilisé pour la présentation des demandes d'autorisation, l'octroi de l'autorisation et la transmission de l'accusé de réception concernant les procédures applicables aux transferts transfrontaliers de déchets radioactifs et de combustible nucléaire usé.

Son article 2 prévoit que : « *Le **document uniforme** de suivi utilisé en application des dispositions du décret du 19 décembre 2008 susvisé est établi sur le modèle annexé au présent arrêté conformément à la décision de la Commission du 5 mars 2008 établissant le document uniforme pour la surveillance et le contrôle des transferts de déchets radioactifs et de combustible nucléaire usé mentionné dans la directive du Conseil n° 2006/117/EURATOM susvisée.* »

Ainsi, une **modification des annexes de cet arrêté devrait voir le jour prochainement.**